

Barcelone, un exemple de mairie alternative en Espagne

Octobre 2018, www.regisniederost.com

Article tiré d'une conférence donnée le dimanche 10 septembre 2017 à Lausanne, lors des Journées des alternatives urbaines, par David Bravo, architecte-activiste et membre de *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun). Organisation, animation et article de synthèse par Régis Niederost. Cet article de synthèse, rédigé en octobre 2018, se base essentiellement sur la conférence de David Bravo, avec l'ajout de données et d'éléments de contexte complémentaires.



Rencontre le 7 mai 2015, lors des campagnes municipales, entre plateformes citoyennes de plusieurs villes espagnoles. Au centre, Ada Colau et Manuela Carmena, assises et portant du rouge, devenues maires de Barcelone et de Madrid en juin 2015. Photo par TerrassaEnComú.

Depuis 2015, des plateformes citoyennes, regroupant des citoyens et mouvements sociaux, naissent dans de nombreuses villes espagnoles et tentent d'accéder au pouvoir local pour agir à l'intérieur des institutions. Le 24 mai 2015, la plateforme citoyenne *Barcelona en Comú* (Barcelone en commun), créée un an plus tôt, gagne les élections municipales de Barcelone avec 25% des suffrages. La cheffe de file du mouvement, Ada Colau, auparavant leader d'une organisation de lutte contre les expulsions d'habitants, devient alors maire de Barcelone. A Madrid, le nouveau mouvement *Ahora Madrid* obtient 31.85% des voix aux élections municipales de mai 2015 et sa dirigeante, Manuela Carmena, est investie maire de Madrid.

Barcelone et Madrid sont les deux exemples célèbres d'un phénomène qui touche bien d'autres villes, comme Valence, Saragosse, La Corogne et Pampelune.

Pour comprendre l'émergence de ces mouvements nous avons invité David Bravo, membre de *Barcelona en Comú*, à venir présenter l'histoire et les objectifs de la plateforme citoyenne de Barcelone. C'était l'occasion de jeter un coup d'oeil hors de la Suisse, de voir l'histoire de l'Europe en train de se faire, et de découvrir le travail de ces mouvements pour transformer la politique locale, vers une politique urbaine partagée et plus démocratique.

Des mouvements face au pouvoir hérité de la dictature et de la transition démocratique

L'émergence des plateformes citoyennes espagnoles s'inscrit en réponse à l'histoire récente de l'Espagne sur les plans politique, économique et urbanistique. Sur le plan politique, les plateformes veulent mobiliser la société et de démocratiser les institutions héritées du XXème siècle. Après la mort de Franco en 1975 et la dictature qui a duré près de 40 ans, la transition démocratique s'est déroulée sans rupture violente, mais aussi sans changement profond des formes et institutions de pouvoir, ainsi que des personnels politiques et administratifs. C'est le roi Juan Carlos, nommé par Franco pour lui succéder, qui a mené le processus de transition au sein duquel ont collaboré franquistes et démocrates. Des formes et des institutions de pouvoir héritées de la dictature ont alors subsisté. Des responsables et militants franquistes sont restés aux commandes ou à des postes de fonctionnaire. En outre, après la forte pression populaire pour la démocratisation, la transition politique a été contrôlée par un cercle d'acteurs restreint (suite au Pacte de la Moncloa en 1977) avec une démobilisation et une dépolitisation de la société.

Dès les années 1980, croissance économique par une urbanisation galopante et privatisée

Dès les années 1980, l'Espagne a connu son entrée dans l'Union Européenne en 1986 et a été marquée par une très forte croissance économique. Après avoir été un pays sous dictature, pauvre et isolé, l'Espagne s'est ouverte et développée d'un coup. Euphorique, peu lucide, elle s'est vue riche et importante. L'ouverture du pays, dans un contexte de globalisation, a aussi amené un processus de dés-industrialisation. Les villes qui étaient industrielles ont vu leurs usines fermer. On a alors investi dans l'espace public pour attirer des investisseurs, les touristes, et des grands événements comme l'exposition universelle ou les Jeux olympiques.

La construction, l'urbanisme et l'architecture ont eu un rôle central dans cette supposée croissance économique. De 2000 à 2008, l'Espagne a construit plus de logements que la France et l'Allemagne réunies. L'Espagne a construit tellement d'aéroports qu'elle en compte maintenant davantage que l'Allemagne qui est plus peuplée. Le pays compte aussi le double de kilomètres d'autoroutes par habitants de la France ou de l'Allemagne, le triple de l'Italie et cinq fois plus que le Royaume-Uni. On a construit toute la côte méditerranéenne. Les crédits étaient très accessibles, sans aucune condition, et le gouvernement a dépensé énormément pour inciter les gens à acheter et emprunter. Si

on compte tout l'argent que l'Etat espagnol a offert en déductions fiscales pour que les gens achètent une maison, tout cet argent que l'Etat n'a pas reçu, l'Espagne est le pays européen qui a le plus investi dans le logement par habitant. Sauf que cet argent public a été investi dans des logements privés. De plus, les seuls logements publics construits, n'étaient pas locatifs mais destinés à la vente. Une nouvelle privatisation automatique. En fin de compte, avec 1% de logements publics ou sociaux, tout le développement est privé. Toutefois, malgré cette construction frénétique, le prix de l'immobilier a augmenté de 180% de 1996 à 2006, une augmentation très supérieure à celle des salaires.

Crise financière de 2008 : explosion de la bulle immobilière et expulsions massives

Dans ce contexte, le crash financier global de 2008 a eu un impact très dur. Il nous a ouvert les yeux, nous a montré que nous ne sommes pas si riches, que nos dettes privées et publiques sont très grandes. Nous nous sommes retrouvés dans une situation de crise sociale et résidentielle très forte, avec plus de 700'000 expulsions de familles dans le pays, des familles qui ont perdu leur logement en raison d'un système très injuste. En effet, la loi hypothécaire permet non seulement à la banque de reprendre la maison comme paiement de la dette, mais aussi de continuer à exiger le remboursement de la dette à l'emprunteur si le prix de la maison ne couvre pas l'entier de la dette, ce qui est le cas dans une telle situation de crise. En conséquence, quand la bulle immobilière a explosé, le prix des maisons achetées très cher est tombé au plus bas, beaucoup de familles ont perdu leur maison et ont dû continuer à payer leur dette à la banque. En même temps, il existe trois millions de logements neufs en périphérie qui n'ont jamais été habités. Il existe des banlieues désertes, sans commerces et quasiment sans habitants, les "villes des rideaux baissés". Actuellement, nous avons plein de gens sans maison, et plein de maisons sans gens. C'est l'urbanisme de ces années de folie.

Politiquement, la crise sociale et le problème des expulsions semblaient moins urgents que la santé du secteur financier. Nous avons dépensé 60 milliards d'euros pour sauver les banques "too big to fail". Et il n'est pas prévu qu'elles rendent cet argent. De plus, pendant les vacances d'été 2010, les deux principaux partis nationaux ont décidé, sans passer devant le Parlement, que le paiement de la dette était prioritaire sur les dépenses sociales, d'éducation, de santé, de logement, etc., alors que le chômage était déjà de 25% en moyenne et de 40% chez les jeunes (18-30 ans), alors que l'expulsion des jeunes vers l'étranger continuait.

L'essor des mouvements sociaux : le printemps des indignés « 15M » et la résistance aux expulsions

Trois ans après le début de la crise, le 15 mai 2011, est apparu le mouvement des indignés ou "15M", à travers l'occupation des places publiques de nombreuses villes espagnoles, avec des participants très divers, des jeunes et moins jeunes. C'était un printemps politique soudain et inattendu, un mouvement qui demandait une démocratie réelle, avec des mouvements peu connectés jusqu'alors, des mouvements pacifistes contre la guerre en Irak, des mouvements écologistes, des mouvements pour l'éducation. Ils se sont trouvés et se sont connectés sur ces places. Ils se sont dits, "on est beaucoup!". Cela a duré quelques semaines, c'était très beau et cela a débouché sur un mouvement décidé à répondre aux injustices par la rue et par l'activisme, alors que les partis classiques ne faisaient rien, ne changeaient aucune loi.

Parmi les nouveaux mouvements sociaux, la *Plateforme des victimes du crédit hypothécaire* (Plataforma de Afectados por la Hipoteca ou PAH) a été fondée en 2009 à Barcelone. Elle est active dans toute l'Espagne. Un de ses visages les plus connus est déjà Ada Colau, sa fondatrice et porte-parole qui est devenue ensuite leader de *Barcelona en Comú*, puis maire de Barcelone depuis juin 2015. Le travail de la PAH consistait notamment à occuper les agences bancaires pour demander d'arrêter l'éviction des familles ; elle a aussi travaillé à des projets de loi en matière de logement. La PAH rassemble à la fois des activistes dotés d'une culture politique et des gens immigrés, très humbles et sans ressources. Elle dit aux gens qu'ils ne sont pas eux le problème, que ce n'est pas la honte ce qui leur arrive, qu'ils ne sont pas des losers, mais que c'est une honte collective, que c'est dû à l'injustice de lois très mal faites. La PAH encourage des gens qui se trouvent dans la même situation, à se rassembler pour changer les choses, elle soutient ainsi des gens parfois au bord du suicide. La PAH est très bien organisée, très réactive pour se mobiliser et ne laisser personne seul lors d'une expulsion.

La PAH est aussi très présente à la télévision. On se souvient des images d'Ada Colau, assise dans une agence bancaire, avec la police qui la sort et la met dans une voiture de police, dans le rôle de la squatter et de la résistante passive. Mais ce n'était pas un show, c'était exemplaire et démocratique. Par ses méthodes, la PAH a évité beaucoup d'évictions et a forcé les banques à négocier avec les familles avant de les expulser. La PAH est souvent accusée d'être un rassemblement de squatters et de terroristes qui ne respectent pas les lois, mais elle a réussi à faire ce que les partis et même les syndicats n'ont pas réussi à faire: elle a changé le sens commun de la plupart de la population. Une partie très importante de la

population a dit que ces gens là ont raison, que ce ne sont pas des radicaux et que leurs demandes (changer la loi hypothécaire, créer un parc de logements publics, et réformer la loi sur les loyers) sont réalistes.



Action de la PAH pour empêcher une expulsion le 21 décembre 2012, à Santa Cruz de Tenerife, devant une succursale de la BBVA. Photo : PAH



Le 18 septembre 2018, au parlement espagnol, joie de militants de la PAH suite à la votation de la « loi sur le logement de la PAH », 10 ans après le début de leur combat. Photo : PAH

De l'activisme aux institutions : les plateformes citoyennes

Après le « printemps des indignés » de mai 2011, tout le monde discutait politique. Même dans les bars, les débats politiques ont remplacé les traditionnelles discussions footballistiques. Beaucoup de gens se sont alors éduqués à la politique. Si le mouvement « 15M » avait quitté les places, les connexions et réseaux créés alors ont subsisté, les activistes ont continué à partager leurs méthodes, leurs informations, à se mobiliser et à travailler ensemble. Le nouveau parti *Podemos*, constitué au début 2014 dans cette mouvance et avec cette exigence d'une démocratisation de la politique, a créé la surprise lors des élections européennes de mai 2014, en arrivant en quatrième position et en récoltant plus de 1'200'000 suffrages.

En même temps que Podemos créait la surprise aux élections européennes, Ada Colau et les membres de la plateforme PAH ont décidé d'ouvrir une autre porte, de casser le toit de verre qui empêche de changer les choses, et donc d'entrer dans les institutions politiques. Même si la PAH menait une grande bataille, avec beaucoup de soutien et des succès, aucune loi n'avait été changée. Plusieurs mouvements (féministes, écologistes, etc.) se sont alors alliés en juin 2014 pour créer la plateforme citoyenne *Guanyem Barcelona* (devenue plus tard *Barcelona en Comú*) et rentrer à la mairie de Barcelone. L'objectif était alors de « construire une candidature de confiance », de proposer une « rébellion démocratique à Barcelone », de « se réappropriier les institutions et les mettre au service des personnes et du bien commun ». Cette décision a créé le scandale parmi le gouvernement et les partis officiels qui ont insulté ces « squatters » qui « ne savent pas comment gérer une institution ». Cette décision a aussi créé le scandale parmi beaucoup d'activistes qui ont très mal réagi, craignant que cette institutionnalisation ne soit une perte pour les mouvements sociaux.

Créée en juin 2014, un an avant les élections municipales de mai 2015, la plateforme citoyenne *Guanyem Barcelona* a donc travaillé à l'élaboration de son programme électoral et à la constitution d'une coalition politique locale. Elle a aussi inspiré la création d'autres plateformes citoyennes similaires dans des villes et villages d'Espagne, si bien que l'on a assisté à l'émergence d'un mouvement citoyen et municipaliste à l'échelle du pays.

Pour élaborer son programme électoral, *Guanyem Barcelona* a organisé des assemblées et groupes de travail thématiques sur les thèmes de l'urbanisme, de l'économie, de l'éducation, de la santé, etc., avec des dizaines de personnes qui se sont engagées pendant une année, de manière horizontale, sans instruction d'en haut, avec des gens peu doctrinaires, et sans argent. C'était une forme d'école pour tous. Pour moi qui ai participé au groupe de travail d'urbanisme, j'ai fait en quelque sorte trois masters d'un coup, car je me suis mélangé à des ingénieurs, des géographes, des architectes et des urbanistes.

En même temps qu'il élabore son programme, *Guanyem Barcelona* crée une coalition avec des partis de gauche alternatifs et écologistes (ICV, EUIA, Equo, Procés Constituent et Podemos). Cette coalition porte désormais le nom de *Barcelona en Comú* et sa cheffe de file, Ada Colau, annonce en février 2015 la candidature de la coalition aux élections municipales du mois de mai. *Barcelona en Comú* gagne les élections municipales avec 25% des voix et s'allie à des partis

de gauche plus traditionnels (ERC, PSC, CUP) pour constituer une majorité municipale. Ada Colau est nommée maire de Barcelone le 13 juin 2015. En même temps, à Madrid, Manuela Carmena, de la plateforme citoyenne *Ahora Madrid*, parvient à former une coalition et devient maire de la capitale espagnole.



En juin 2017, Barcelona en Comú organisait la rencontre « Fearless cities », sommet international du mouvement municipaliste, avec des maires et mouvements d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, et d'ailleurs. Photo : Régis Niederoest

Des objectifs de Barcelona en Comú en matière d'urbanisme et de logement

Les objectifs de *Barcelona en Comú* sont, dans les grandes lignes, de lutter contre la corruption, de démocratiser la politique, de combattre les inégalités sociales et de réaliser la transition écologique. En matière d'urbanisme, *Barcelona en Comú* veut transformer cette discipline d'un instrument d'abus de pouvoir ou de captation de richesses, en un instrument pour combattre les inégalités, redistribuer les richesses et rechercher la durabilité écologique et économique.

Jusqu'à présent, à Barcelone, les architectes s'étaient très bien occupés de faire de l'embellissement d'espaces publics, avec des matériaux très nobles, avec des finitions luxueuses, avec du mobilier design, mais sans aucune politique de logement. Nous avons alors proposé qu'il n'y ait plus de mesure d'espace public sans que les habitants des quartiers concernés puissent continuer à habiter sur place pour profiter des rénovations. Nous avons aussi proposé de lutte contre la « centrifugation » qui comprend à la fois la lutte contre la *gentrification* des centres et contre l'étalement urbain, de privilégier les mixités sociales et fonctionnelles, de développer les "superblocks", la piétonnisation ainsi que la priorisation des transports publics en surface. Nous ne voulons plus construire des tunnels qui ne dérangent pas les voitures, mais garder les flux en surface et déranger, limiter les voitures dans les rues. Ces efforts sont nécessaires, car la ville compte 7000 voitures par km² (Madrid 3000/km² et Paris 1500/km²). Il s'agit aussi de produire du logement social au centre plutôt que des ghettos en périphérie.

D'autres approches oubliées par les urbanistes humanistes ou progressistes doivent aussi être remise en pratique. Il faut conserver la mémoire des lieux et les recycler plutôt que faire tabula rasa. La ville du futur est déjà construite, il faut donc jouer avec la complexité de l'héritage, donner de nouveaux sens à ce qui est déjà construit et recycler la ville qu'on a reçue pour la faire plus juste et plus durable. Il faut aussi intégrer la participation des habitants, prendre des décisions très complexes avec des gens qui ont des intérêts très différents, combattre le despotisme éclairé, la technocratie, et travailler avec ceux qui ont l'expérience des territoires qu'ils habitent.

Cette nouvelle politique urbaine est aussi une politique budgétaire saine. Si Barcelone est une mairie riche, la mairie de Madrid qui est très endettée a réduit la dette et a augmenté la dépense sociale, sous la direction de *Ahora Madrid*. Donc si l'on est des activistes et des jeunes, on peut gérer mieux que ceux qui dirigent pour leur réseau d'entreprises.

Objectif féminiser et rajeunir la politique

Un autre de nos objectifs est de féminiser la politique. Cela ne signifie pas seulement mettre des visages de femmes au lieu de visages d'hommes, cela veut dire revendiquer la dimension « reproductive », soins ou *care* de la société, et valoriser l'énergie qui est mise à soigner. Nous voulons une politique qui s'occupe des autres, qui n'est pas compétitive et ne pense pas seulement à l'« économie ». De plus, dans une Espagne qui expulse les jeunes à l'étranger, nous voulons valoriser les jeunes, intégrer des jeunes de 30 ans avec moins d'expérience dans les institutions, et casser la gérontocratie qui régnait avec des gens assis depuis quarante ans aux places de pouvoir. Nous sommes fiers d'avoir la première femme à la mairie de Barcelone et que nos listes électorales soient composées en majorité de femmes et de jeunes.

Construire la collaboration entre la collectivité publique et la société civile

Notre plateforme citoyenne propose de démocratiser la politique et de créer la collaboration entre la collectivité et la société civile. Depuis notre arrivée à la mairie, la relation est moins verticale, mais ce n'est pas la nuit et le jour, c'est un processus. Prendre la direction de la Mairie de Barcelone, c'est comme naviguer un paquebot au port, sans connaître forcément où se trouve la salle des machines, ni comment la

faire fonctionner. Il nous a fallu un an pour comprendre le fonctionnement du paquebot et comment le changer.

La collaboration entre l'institution et la société civile était aussi difficile à mettre en place. Nombre de militants ont été engagés par la mairie, ils étaient alors occupés à comprendre la machine et ne répondaient pas à leurs anciens camarades. Mais il ne fallait pas demander que l'on nous écoute, il fallait continuer à s'organiser, il fallait agir. Néanmoins, nous avons créé une chose révolutionnaire, la plateforme en ligne *Decidim Barcelona* (Décidons Barcelone) avec un programme méthodologique, des instruments numériques et des assemblées en présentiel. Pour certaines décisions, il est maintenant obligatoire d'utiliser cet outil participatif.

Conclusion

Cette conférence donnée le 10 septembre 2017 n'a pas abordé le thème de l'indépendance de la Catalogne qui a fait l'actualité depuis. Elle démontre toutefois, que la plateforme citoyenne Barcelona en Comú s'inscrit dans un mouvement politique à l'échelle de l'Espagne (en est même un moteur) en faveur d'une démocratisation des politiques aux échelles nationale et locale.

Les prochaines élections municipales en Espagne ont lieu en mai 2019. Quatre ans après leur arrivée au pouvoir local, plusieurs plateformes citoyennes doivent déjà démontrer leur bilan, et convaincre la population, comme les mouvements sociaux locaux, de poursuivre cette démarche de démocratisation des institutions et de changement profond de la politique urbaine.

Liens

Barcelona en Comú : <https://barcelonaencomu.cat/> ;
https://fr.wikipedia.org/wiki/Barcelone_en_commun
Le réseau de mouvements municipalistes : <http://fearlesscities.com> ;
Ville de Barcelone : <https://www.barcelona.cat> ;
Plateforme Decidim Barcelona : <https://www.decidim.barcelona/>
Journée des alternatives urbaines : www.alternativesurbaines.ch

Pour citer cet article

Régis Niederoest et David Bravo, « Barcelone, un exemple de mairie alternative en Espagne », Lausanne : octobre 2018. Indiquer le site web : <https://regisniederoest.com>.